



Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone

1. Urbanisation et émissions de carbone

La population urbaine mondiale a augmenté en flèche depuis le milieu du XXe siècle. Entre 1950 et aujourd'hui, la population des villes à travers le monde a plus que quadruplé avec plus de 4,2 milliards de personnes vivant désormais en milieu urbain selon la **Banque mondiale**. Dans le même temps, la concentration de dioxyde de carbone atmosphérique, indicateur clé du réchauffement climatique, a augmenté de plus d'un tiers (figure 1) presque entièrement en raison de l'activité humaine. Aujourd'hui, les villes représentent environ 75 % de la consommation mondiale d'énergie et sont responsables de plus de **70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre**. La façon dont les villes sont planifiées, construites et gérées est essentielle pour réduire les émissions de carbone et maintenir le réchauffement climatique dans les limites fixées par l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique.

Ceci est d'autant plus important que les villes et les villages devraient ajouter 2,5 milliards de personnes supplémentaires au cours des 30 prochaines années, selon **UNDESA**, portant la proportion de personnes dans les zones urbaines de 55 pour cent aujourd'hui, à près de **70 pour cent en 2050**. L'urbanisation est plus rapide dans les régions moins développées du monde (figure 2). Actuellement, trois fois plus de citoyens vivent dans les régions moins développées que dans les régions plus développées, et **90 pour cent** des nouveaux citoyens vivront en Afrique et en Asie. La plupart des villes d'Afrique et d'Asie en développement sont encore à construire, et le **Forum économique mondial** projettent que les deux tiers des investissements dans les infrastructures urbaines en Afrique nécessaires d'ici 2050 doivent encore être réalisés. Il existe une fenêtre d'opportunité pour façonner ces villes de manière à réduire la consommation globale d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (GES).

La hausse de la croissance démographique et la migration vers les villes, dans de nombreux cas sont causés par le stress climatique, créent des défis dans la fourniture de services de base aux résidents urbains, en particulier les pauvres. S'assurer que les villes en croissance sont compactes et que l'expansion se déroule de manière planifiée pour accueillir le nombre croissant d'habitants aide à réduire leur empreinte carbone. Les villes compactes rendent également la fourniture de services de base tels que la gestion des déchets, les transports, l'énergie et l'eau et l'assainissement plus économes en ressources et financièrement viables. ONU-Habitat promeut donc une stratégie qui combine une planification urbaine compacte avec une bonne gouvernance et une fourniture équitable des services de base. Éviter l'étalement urbain réduit également le stress sur les écosystèmes, favorise une coexistence équilibrée entre les établissements humains et la nature, et contribue à la **prévention des maladies zoonotiques telles que COVID-19**.

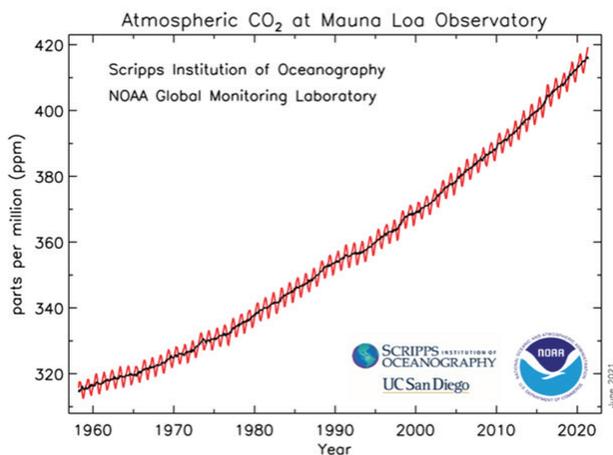


Figure 1: Concentrations atmosphériques de CO₂ mesurées à l'observatoire de base atmosphérique de Mauna Loa. Source: NOAA

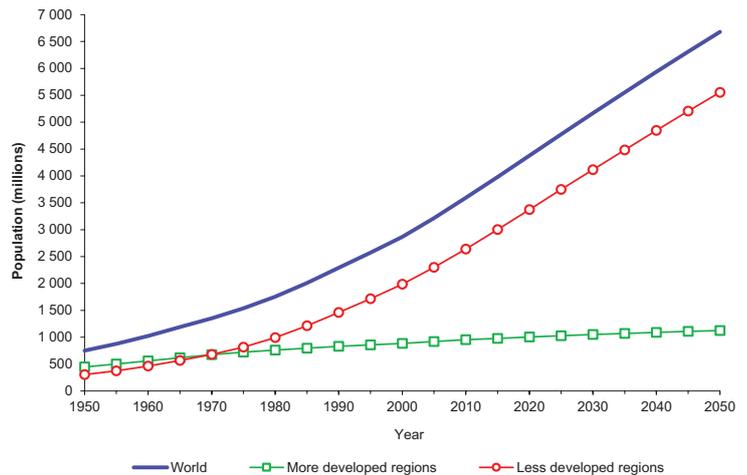


Figure 2: Populations urbaines mondiales estimées et projetées dans les régions plus et moins développées, 1950-2050. Source: UNDESA

2. L'Accord de Paris, Urbanisation et le Nouvel Agenda Urbain

Adopté à la COP-21 en 2015 et entériné par 195 pays, **l'Accord de Paris sur le changement climatique** fixe l'objectif mondial juridiquement contraignant de limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2, et de préférence 1,5 degrés Celsius, par rapport aux niveaux préindustriels. Ces pays se sont engagés dans des actions et des stratégies appelées **Contributions déterminées au niveau national (CDN)**. Depuis le début du deuxième cycle quinquennal des CDN en 2020, 86 pays ont soumis de nouvelles CDN ou mises à jour au Secrétariat de la CCNUCC.

Les CDN varient selon l'enthousiasme avec lequel les pays adoptent l'action climatique dans les villes. **Un Examen d'ONU-Habitat de 2017** du premier cycle de CDN a révélé que 113 des 164 CDN présentaient un contenu urbain fort ou modéré. La plupart d'entre elles ont été encadrées dans le contexte de l'adaptation au changement climatique, l'atténuation étant rarement mentionnée. Étonnamment, certains des pays les plus urbanisés ont peu de contenu explicite lié à la ville dans leurs CDN. Il est toutefois encourageant de constater que les CDN d'Asie et d'Afrique contiennent les éléments urbains les plus forts.

D'après une récente **estimations**, l'impact des CDN actuelles entraînera une augmentation de la température mondiale de 2,4 degrés Celsius d'ici

2100. Il s'agit d'une amélioration par rapport aux estimations précédentes, mais il manquera toujours les objectifs de l'Accord de Paris et entraînera des impacts potentiellement catastrophiques sur les établissements humains et les écosystèmes.

Ce scénario a conduit à une campagne mondiale visant à rallier divers acteurs urbains, notamment des entreprises, des villes, des régions et des institutions financières, lancée à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement 2020 pour « prendre des mesures rigoureuses et immédiates pour réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030 et créer un monde zéro carbone plus sain et plus juste dans le temps : la Campagne « **Race to Zero** » (**course au taux zéro**). Cette campagne mondiale, qui renforce les objectifs de l'Alliance Ambition Climat lancée lors du Sommet Action Climat du Secrétaire général de l'ONU en septembre 2019, rallie 120 pays, 708 villes, 24 régions, 2 360 entreprises, 163 grands investisseurs et 624 établissements d'enseignement supérieur en la plus grande alliance jamais engagée à atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050 au plus tard - représentant près d'un quart des émissions mondiales de dioxyde de carbone et plus de la moitié du PIB mondial.

S'adressant à une réunion des maires convoquée par les villes du C40, le 16 avril 2021, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré:

« Les villes sont également en première ligne de la crise climatique. Plus d'un demi-milliard de citoyens sont déjà confrontés à la montée du niveau de la mer et à des tempêtes plus fréquentes ou plus violentes. D'ici le milieu du siècle, plus de 3,3 milliards de citoyens pourraient être menacés par de graves impacts climatiques. Les villes ont également une empreinte carbone démesurée. Avec un peu plus de la moitié de la population mondiale, ils émettent plus de 70 % des gaz à effet de serre mondiaux. La pandémie de COVID-19 est une catastrophe mondiale. Mais investir dans la relance est une opportunité générationnelle de placer l'action climatique, l'énergie propre et le développement durable au cœur des stratégies et politiques des villes. La manière dont nous concevons la production d'électricité, les transports et les bâtiments dans les villes - comment nous concevons les villes elles-mêmes - sera décisive pour nous mettre sur la bonne voie pour atteindre l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable. Nous avons besoin d'une révolution dans l'urbanisme et la mobilité urbaine : y compris une meilleure efficacité énergétique ; véhicules à zéro émission ; et les déplacements comme la marche, le vélo, les transports en commun et les trajets plus courts. Les villes ont tout à gagner de l'élimination progressive du charbon : de l'air pur ; espaces verts extérieurs ; des gens en meilleure santé.

Le Secrétaire général de l'ONU António Guterres, durant le meeting avec les principaux maires soutenus par C40 Cities, 16 avril 2021.

Les progrès rapides des technologies et la baisse du coût des sources d'énergie renouvelables ont entraîné une transition vers les énergies renouvelables comme source d'énergie. Il est estimé que **les deux tiers** de la population mondiale vit dans des pays où les sources renouvelables sont plus compétitives que l'énergie produite à partir de combustibles conventionnels. Ces gains du côté de l'offre doivent s'accompagner d'une action du côté de la demande pour réduire la consommation globale d'énergie et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les villes, principal pôle de demande énergétique, doivent mener vers la course au taux zéro.

Il a été estimé que les émissions de GES des villes peuvent être réduites de près de 90 % d'ici 2050 en utilisant des mesures d'atténuation techniquement réalisables et largement disponibles (figure 3).

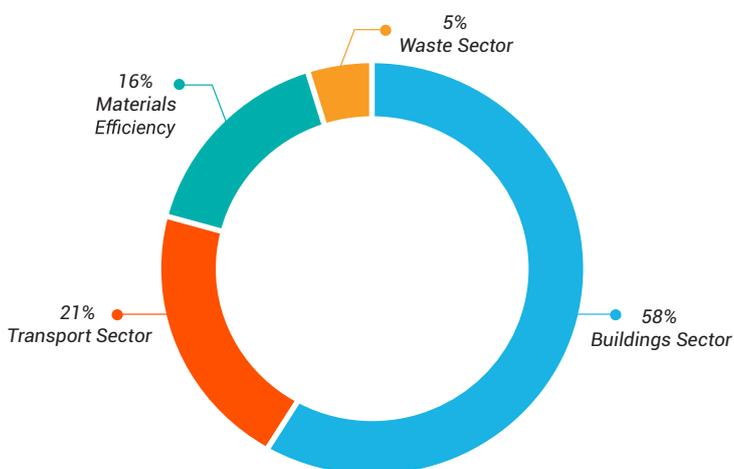


Figure 3: Répartition sectorielle des mesures d'atténuation techniquement réalisables et disponibles pour atteindre une réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre. Source: ONU-Habitat

Cela signifie que les actions des villes peuvent potentiellement réduire les émissions mondiales de plus de 70 %. Cette réduction potentielle peut être obtenue grâce à une combinaison de mesures qui ciblent la forme urbaine dans les villes en expansion ainsi que les secteurs des bâtiments, des transports, de l'efficacité des matériaux et de la gestion des déchets. La planification urbaine peut orienter la croissance urbaine vers un développement urbain à faible émission de carbone en faisant progresser des formes urbaines respectueuses du climat (villes compactes, mixtes et connectées et accessibles) visant à réduire les déplacements en véhicule et à encourager l'utilisation de transports non motorisés tels que la marche et le cyclisme.

Les espaces publics et verts jouent un rôle clé en tant que puits de carbone, dans la régulation de la température et la réduction des effets d'îlots de chaleur urbaine. Simultanément, des mesures peuvent être prises pour améliorer l'accès aux services de base tout en réduisant leur empreinte carbone. Ceux-ci pourraient inclure une meilleure gestion de la demande en eau, le traitement des eaux usées grâce à des solutions basées sur la nature, une meilleure gestion des déchets municipaux et une meilleure récupération des matériaux, l'adoption de micro-réseaux, les énergies renouvelables et la facturation nette, la modernisation des bâtiments pour améliorer leur efficacité énergétique, la promotion d'une transition vers les transports collectifs et collectifs et l'essor de la mobilité électrique.

S'exprimant sur le thème « De l'urbanisation rapide au virage vert » lors des « Journées européennes du développement », le 15 juin 2021, la Directrice exécutive d'ONU-Habitat, Maimunah Mohd. Sharif a déclaré :

« La transition urbaine peut être une opportunité de changer la façon dont les villes sont organisées, de passer à des infrastructures plus durables et de réaliser la transition verte. 70 % de toutes les infrastructures en 2030 restent à construire. Les décideurs doivent se rendre compte qu'ils ont le pouvoir de soutenir la résilience, l'égalité et le développement sobre en carbone par les décisions qu'ils prennent aujourd'hui. Leur indécision ou leur manque de conviction priveront les générations futures d'un avenir meilleur. C'est vraiment aussi simple »

Les investisseurs et les entreprises jouent un rôle central dans la transition vers une économie verte. Les **Investissements** axés sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance ont récemment augmenté. Les villes, en collaboration avec les gouvernements nationaux, peuvent attirer des investissements, par exemple, pour des réseaux et des bâtiments énergétiques intelligents grâce à des politiques et des incitations habilitantes et en présentant des projets innovants comme le montre **SOLUTIONSplus** projet réunissant villes et entrepreneurs pour développer la mobilité électrique.

Le **Nouvel Agenda Urbain**, la vision partagée pour un avenir urbain meilleur et plus durable adoptée lors de la conférence Habitat III des Nations Unies à Quito, en Équateur, en octobre 2016, fournit un cadre propice à la mise en œuvre de ces mesures. Il définit comment les villes et les établissements humains

doivent être planifiés, conçus, gouvernés et gérés. Les cadres politiques, juridiques et de gouvernance ont un rôle important à jouer pour accroître la résilience des villes et aider les villes à réduire leurs émissions de GES. Ils définissent les formes urbaines, déterminent où les terrains, les infrastructures et les services de base peuvent être construits, énoncent les règles de planification et de prise de décision, et définissent le contexte dans lequel les autorités urbaines, les gouvernements locaux et les communautés sont censés remplir leur mandat et réagir aux défis émergents.

Le nouvel agenda urbain aborde ces aspects de manière exhaustive et définit un cadre large, multiniveaux et intersectoriel avec une focalisation spatiale qui peut accélérer l'action climatique mondiale et fournir les moyens de localiser les ODD (figure 4).

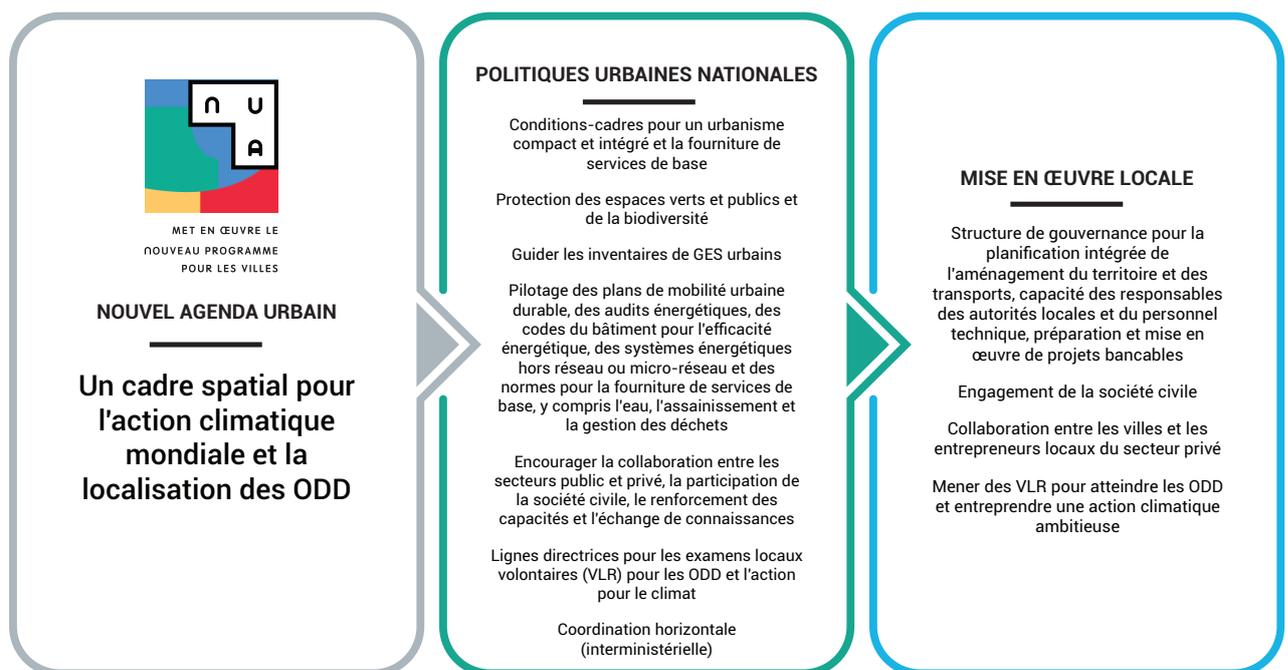


Figure 4: Cadre de localisation des ODD

3. COVID-19 et reconstruire plus écologiquement

Bien que dévastatrice dans son impact, la pandémie de COVID-19 a mis en lumière certaines leçons importantes pour faire face à la crise climatique. Par exemple, l'augmentation du travail à distance devrait réduire les embouteillages à long terme et réduire le besoin perçu de construction de routes sans cesse croissante pour répondre à la demande de déplacements en voiture. Dans le même temps, les installations pour la marche et le vélo doivent être améliorées et les transports urbains doivent devenir plus sobres en carbone et plus inclusifs. L'accès à une énergie fiable et propre est essentiel pour une gamme d'activités allant du travail à distance, l'éclairage domestique et la cuisine et l'entretien des chaînes du froid pour la livraison de médicaments et de vaccins. La crise a également mis en évidence la nécessité d'améliorer les services de base tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des déchets, en particulier pour les pauvres qui vivent dans des établissements informels et supportent une charge disproportionnée du risque de maladies infectieuses.

Les programmes de relance budgétaire actuellement déployés dans de nombreux pays apparaissent également comme des essais de neutralité carbone et d'un meilleur avenir écologique pour les villes. La façon dont les pays arriveront à leur stratégie climatique variera, mais ces investissements fournissent une base aux pays, aux villes et aux communautés pour s'engager plus efficacement dans les énergies renouvelables, les modes de production et de consommation durables, et une meilleure gestion des ressources naturelles, des systèmes alimentaires et des déchets

- Le financement des interventions et des secours doit être ciblé pour améliorer les services de base pour les pauvres et pour les

solutions basées sur la nature et les services écosystémiques qui intègrent les infrastructures bleues, vertes et grises dans les espaces ouverts régionaux, et les réseaux de services de base, aidant les régions à améliorer leur résilience climatique et à faire progresser leur reprise socio-économique.

- Certains gouvernements nationaux ont réagi aux impacts de COVID-19 en acheminant une aide financière par l'intermédiaire des gouvernements municipaux et des communautés, en fournissant les fonds indispensables tout en veillant à ce qu'ils soient alloués aux besoins et priorités locaux. Par exemple, au Canada, le gouvernement a modifié le « Programme d'investissement dans les infrastructures au Canada » pour permettre aux provinces et aux municipalités d'accéder au financement fédéral pour entreprendre une gamme de projets locaux, tels que la modernisation des écoles et des hôpitaux pour investir dans les espaces verts et les pistes cyclables, à **"soutenir les objectifs à long terme de collectivités durables, économiquement saines, à faible émission de carbone et inclusives"**.

Pour être vraiment efficaces, ces changements doivent s'accompagner d'un changement plus large dans la façon dont les villes et les quartiers sont planifiés et gérés avec des investissements dans les infrastructures conduisant à des économies d'énergie, une réduction des émissions de gaz à effet de serre et une planification accrue de la mobilité bas carbone pour promouvoir une transition verte comme indiqué dans le rapport d'ONU-Habitat sur **Villes et pandémies : vers un avenir plus juste, plus vert et plus sain**.

4. Journée mondiale de l'habitat 2021

Mandatée par l'Assemblée générale en 1985, la **Journée mondiale de l'habitat** est observée le premier lundi de chaque octobre, suivi d'événements organisés dans le monde entier tout au long de « **l'Octobre urbain** ». Son objectif est de réfléchir sur l'état de nos villes, de rappeler le droit de tous à un

logement convenable, aux services de base et aux opportunités sociales et économiques, et de rappeler que nous avons tous le pouvoir et la responsabilité de façonner l'avenir de nos villes et villages, et de promouvoir des politiques de développement urbain durable.

Le thème de la Journée mondiale de l'habitat 2021 est **Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone** ce qui est particulièrement pertinent est mis en lumière à la prochaine COP-26, prévue à Glasgow, au Royaume-Uni, du 1er au 12 novembre 2021.

Conformément au thème de la Journée mondiale de l'habitat, ONU-Habitat appelle les villes à accélérer l'action climatique urbaine et en particulier:

- Dans la perspective de la COP-26, l'événement invite les villes à se joindre à la campagne mondiale « Race to Zero », ainsi qu'à la campagne d'ONU-Habitat Campagne **#ClimateAction4Cities**, afin de partager leurs solutions.
- Dans l'offre une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités des villes dans la planification et la mise en œuvre d'actions ciblées sur le climat, notamment la planification de villes plus compactes et piétonnes, un soutien pour l'amélioration des codes nationaux du bâtiment, des pratiques de construction et de construction durables, l'amélioration des transports publics et non motorisés, l'introduction de la mobilité électrique, promouvoir la production d'énergie propre dans les villes et améliorer la gestion des déchets et l'approvisionnement en eau et en assainissement.
- Dans l'offre un soutien pour développer des services de base/des projets d'infrastructure et des logements sociaux pour attirer des financements multilatéraux et autres - y compris des investissements climatiques pour reconstruire mieux et plus écologiquement avec une « reprise juste et verte.
- Dans l'offre un soutien dans la conduite **d'Avis locaux volontaires** qui évalue les progrès par rapport aux objectifs de développement durable et aux objectifs de l'Accord de Paris et présente les conclusions dans des forums tels que l'examen de haut niveau du nouvel agenda urbain, prévu pour début 2022.
- En Facilitant, l'échange des leçons apprises et des meilleures pratiques entre les villes.
- Et en rejoignant le programme d'ONU-Habitat **Waste Wise Cities** qui vise à atteindre « Mille et une villes propres en matière de déchets » en vue du Forum urbain mondial 2022 à Katowice, en Pologne.



« Avec notre attention centrée sur la réponse et la reprise après la crise du COVID-19, veillons à ce que chaque action que nous entreprenons aujourd'hui, chaque investissement et soutien que nous mobilisons stimulent des voies de développement plus durables, sobres en carbone et résilientes qui ne laisse ni aucune personne ni aucune place pour compte.

La Directrice exécutive d'ONU-Habitat,
Maimunah Mohd Sharif

Améliorer les contributions déterminées au niveau national grâce à l'action climatique urbaine